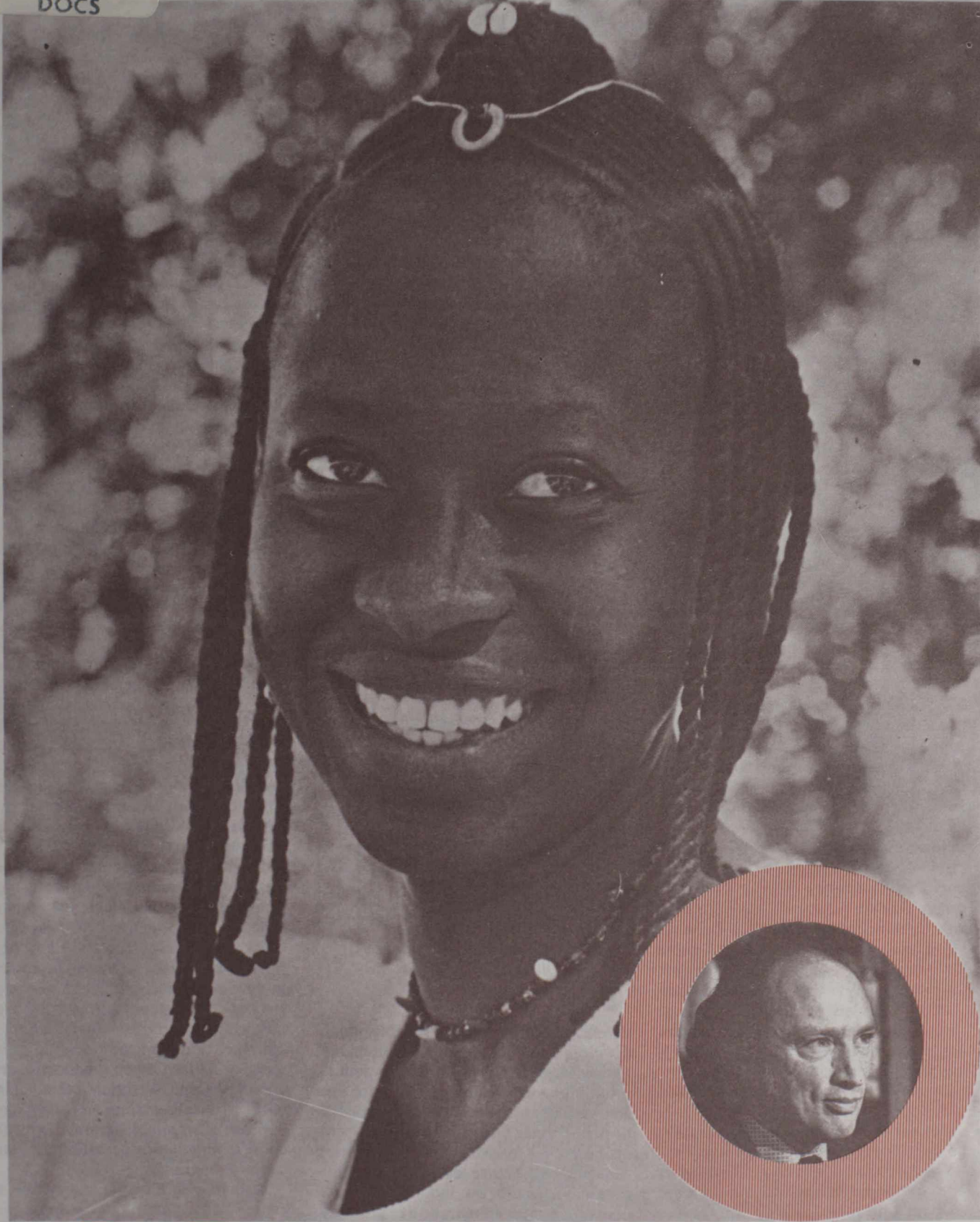


# Le Canada et l'Afrique

CA1  
EA965  
C11  
#4, mars/80  
DOCS

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
3 5036 01030096 3







# Formation des cadres au CEDEC

*Répondre à deux types de besoins prioritaires*

**D**EPUIS septembre 1977, une nouvelle expérience en formation coopérative au niveau universitaire, axée sur les principes de l'andragogie (éducation des adultes), est vécue à l'Université de Sherbrooke. Cette expérience a été amorcée à la suite d'une évaluation du programme de formation en économie coopérative que le Centre d'étude en économie coopérative (CEDEC) offrait depuis 1972 aux agents de la coopérative en Afrique francophone, faite à la demande de l'ACDI, par l'Institut de formation par le groupe (IFG).

Dans le cadre de cette expérience de formation du nouveau programme CEDEC, substantiellement rebâti en fonction de deux domaines importants de la coopération, soit l'économie coopérative et la formation coopérative, les administrateurs, les planificateurs, les professeurs et les étudiants font preuve d'un esprit critique et réaliste face à la nouvelle conjoncture apportée par les différentes dimensions du programme lancé en 1977. Il faut souligner que le nouveau programme a été conçu en vue de répondre à deux types de besoins prioritaires dans le secteur coopératif des pays africains francophones, selon les résultats de l'évaluation IFG, à savoir l'éducation des membres des coopératives et la formation des cadres coopératifs.

En Afrique francophone, les répondants de l'évaluation IFG étaient d'accord qu'il fallait former des coopérateurs avant de faire des coopératives. De plus, la formation au niveau de la base semble la plus urgente. Pour effectuer cette formation, les pays manquent de formateurs et c'est là que le CEDEC intervient avec un programme spécial destiné aux cadres coopératifs moyens qui éventuellement seront appelés à former d'autres formateurs, après avoir terminé leurs études au CEDEC.

L'expérience vécue au CEDEC cherche aussi à promouvoir l'étude analytique de l'économie des pays africains et de la collaboration interafricaine et à développer une méthodologie appropriée de formation coopérative applicable en Afrique. En effet, dans le nouveau programme CEDEC, qui a maintenant une

durée de vingt mois, c'est surtout la qualité des divers processus de formation qui importe comme signe de réussite plutôt que la quantité des contenus transmis et ce, bien que les étudiants du CEDEC soient également exposés aux diverses théories modernes ayant trait au développement socio-économique, culturel et coopératif dans les pays du tiers monde et dans les pays occidentaux.

## Philosophie de base

Le CEDEC propose l'hypothèse suivante comme point de départ de son programme de formation : que les coopéra-

mateurs d'éducation coopérative.

Les objectifs généraux du CEDEC pour la période 1977-81 visent à perfectionner les cadres moyens et les agents de la coopération d'Afrique francophone en accroissant leurs qualités professionnelles par une formation technique en économie coopérative et en accroissant leur habileté en éducation coopérative par une formation de formateurs.

En fonction de la polyvalence de ce programme qui se traduit par la dualité des objectifs généraux fixés, le programme de vingt mois comprend une grille de dix-neuf cours, de deux stages et de séminaires qui ont lieu à la fois en Afrique et au Canada, ainsi qu'un système d'orientation de l'étudiant, un processus d'évaluation de la formation et un système de tutorat.

## Les bénéficiaires du programme

Les candidats au programme du CEDEC sont choisis selon des critères spécifiques, le plus important étant que les candidats aient une expérience préalable de travail dans le domaine coopératif, puisque, à la suite du programme, une fois de retour dans leur domaine, les cadres formés devront agir comme multiplicateur de compétence coopérative, au niveau national, régional et local.

En somme, ce qui est vraiment nouveau au programme 1979-81, c'est la façon dont la méthodologie est employée pour le développement du programme, c'est l'importance accordée aux objectifs du programme en vue de promouvoir et de faciliter le changement de comportement et les connaissances, c'est le processus mis en route pour l'étudiant lui-même et cela, dans un contexte proprement coopératif ou en fonction de celui-ci, le principe directeur étant de promouvoir une formation de formateurs et non pas offrir simplement un agrégat de cours techniques ou scientifiques dans le cadre coopératif.

Jusqu'à maintenant, vingt-trois stagiaires africains, tous boursiers de l'Agence canadienne de développement international, ont pu bénéficier de cette formation.



*Vue partielle des installations du CEDEC à Sherbrooke.*

tives soient un instrument valable pour le développement d'une société humaine. En conséquence, le principe directeur du programme se formule ainsi : faire voir aux participants que le système coopératif peut former une infrastructure socio-économique favorisant la distribution des ressources entre les activités de production agricole ou industrielle aussi bien que la mise en marché des produits. Parallèlement, la même infrastructure vise aussi au développement des ressources humaines en multipliant les for-

Cher lecteur,  
Chère lectrice,

Nous serions heureux de recevoir vos commentaires et vos suggestions.

Nous répondrons à toutes vos questions, soit personnellement, soit sur les pages de cette publication. N'hésitez pas à nous écrire, nous aimerions mieux vous connaître.

*Détachez ce bon, remplissez-le ou faites-le remplir par un ami qui s'intéresse à cette publication.*

TIMBRE

# Le CANADA et l'AFRIQUE

B. P. 3373

DAKAR - Sénégal



LE CANADA

et

l'AFRIQUE

REVUE TRIMESTRIELLE DIFFUSEE GRATUITEMENT

Je désire recevoir votre publication

NOM (M<sup>me</sup>, M<sup>lle</sup>, M.) .....

PRENOMS .....

PROFESSION .....

ADRESSE .....

A ..... le .....

Signature :





## Martial Asselin en Afrique

*Pour une nouvelle forme de coopération*

**C'**EST dans un climat de solidarité et de fraternité que Martial Asselin, alors ministre responsable de l'Agence canadienne de développement international, a entrepris le 2 décembre dernier une mission de deux semaines en terre africaine, qui l'a mené en Côte d'Ivoire, au Niger, au Mali, au Sénégal, au Ghana et au Togo.

Cette mission, selon M. Asselin, avait comme premier objectif de réaffirmer la volonté du gouvernement canadien d'appuyer les pays africains dans la réalisation de leurs objectifs de développement malgré le climat de restrictions économiques auquel le Canada doit faire face depuis quelques années.

### Appui aux objectifs de développement

En effet, au cours des rencontres bilatérales que la délégation canadienne a tenues avec les gouvernements des pays concernés en vue de redéfinir les secteurs de concentration du programme canadien d'aide ainsi que de déterminer les priorités de leur programme de développement, le ministre Asselin a annoncé avec fierté la contribution du Canada à la réalisation d'importants projets. En Côte d'Ivoire, M. Asselin a annoncé l'appui du Canada à la réalisation du quatrième programme ivoiro-canadien d'électrification rurale estimé à 7,3 milliards de francs CFA. Ce programme vise à raccorder les villes de Odienné et Séguéla au réseau interconnecté de l'énergie électrique de la Côte d'Ivoire et à apporter l'électricité aux villes et villages avoisinants. Ce projet qui permettra à environ 90.000 personnes de bénéficier de l'électricité, contribuera à atténuer les disparités régionales et à promouvoir le développement économique, social, et culturel de ces régions rurales en vue de leur intégration à l'économie nationale.

Lors de son passage au Niger, le ministre Asselin a exprimé la volonté du Canada d'appuyer ce pays dans son programme d'expansion du système d'électrification nationale et a annoncé la contribution du Canada d'une somme additionnelle de 37,8 millions de francs CFA pour la réalisation du poste de transformation électrique de Dosso. Ce



*L'Honorable Martial Asselin chez le Président L. S. Senghor...*



*...et chez le Président Félix Houphouët-Boigny.*





poste de transformation électrique permettra d'approvisionner en énergie hydro-électrique les 20.000 habitants de la ville de Dossô à partir de la ligne de Kainji/Niamey que l'ACDI a financé en 1975. Profitant de son séjour au Mali pour se rendre compte sur place des réalisations canadiennes en cours au Mali, M. Asselin a inauguré le premier pylône de la ligne de transport d'énergie électrique entre Sélingué et Bamako, dont la construction a été commencée par le Canada dans le cadre du barrage de Sélingué. M. Asselin s'est dit heureux de voir que la ligne de transmission sera construite dans les délais prévus grâce à la collaboration du gouvernement et de la population maliens ainsi que des efforts des Canadiens sur le terrain.

Au cours des entretiens qui se sont tenus avec les autorités sénégalaises, le ministre de l'ACDI s'est dit heureux d'annoncer la contribution, par le Canada, de 3,4 milliards de francs CFA, pour continuer à appuyer le développement de l'Ecole polytechnique de Thiès. Lors des rencontres qui se sont tenues au ministère du Plan, M. Asselin a affirmé que ce programme quinquennal entrepris par le Canada, dans le cadre d'un plan global de 10 ans, permettra l'éventuelle sénégalisation de l'école et donnera à cette dernière une vocation régionale. Dans le but de réaliser la sénégalisation de l'école, le Canada financera des stages de formation au Canada à l'intention du personnel sénégalais qui prendra la relève de l'équipe canadienne. Le Canada s'engage à fournir de l'assistance technique par le biais de l'Ecole polytechnique de Montréal en vue de participer, durant cette période, à la direction pédagogique de l'école, à l'enseignement et à l'encadrement des stagiaires. Selon M. Asselin, ce programme, commencé en 1970, exprime la volonté du gouvernement canadien de respecter ses engagements envers le Sénégal dans le domaine de l'éducation.

Au cours de sa mission qui l'a mené au Ghana, le ministre a approuvé une subvention de 1,35 milliard de francs CFA pour la mise en œuvre d'un plan de développement intégré dans la région nord du pays. Dans le cadre de ce programme, une équipe de Ghanéens et de Canadiens verra à l'établissement d'un programme visant le développement économique de la région. Ce programme consistera en la mise en place des services essentiels tels que l'approvisionnement en eau, les routes, ainsi que les services médicaux.



*Avec les élèves de l'Ecole Polytechnique de Thiès au Sénégal...*



*... et «en direct» avec un étudiant du Cesti à Dakar*

En plus de réaffirmer l'appui du gouvernement canadien aux objectifs de développement des pays africains, M. Asselin s'était tracé comme deuxième objectif de dynamiser la coopération entre le Canada et les pays en voie de développement, par la création de commissions bilatérales.

### Créations de commissions bilatérales

Ces commissions mixtes canado-sénégalaise et canado-ivoirienne ayant pour objectif la promotion des relations

bilatérales serviront de cadre de réflexion sur l'état des relations entre les deux pays et détermineront les orientations générales en vue de donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales sur la base des avantages réciproques et des intérêts mutuels.

M. Asselin a affirmé que ces commissions réaffirment la volonté du gouvernement canadien de consolider les relations du Canada avec l'Afrique comme un volet fondamental de sa politique étrangère. Lors des rencontres avec les gouvernements sénégalais et ivoirien, M. Asselin a affirmé que la création de



## Le Canada et l'Afrique



telles commissions donnera l'occasion d'échanger des points de vue sur les problèmes politiques et économiques de ces pays.

Au cours des entretiens qu'il a eus avec ses homologues, M. Asselin a déclaré qu'il avait l'intention d'établir entre l'ACDI et les pays en voie de développement des contacts semblables à ceux existant entre partenaires économiques œuvrant dans le même domaine.

Dans le domaine commercial, M. Asselin a exprimé le désir du gouvernement canadien d'accroître ses échanges commerciaux avec ces pays. Il a déclaré au cours d'une allocution que «la coopération canadienne au développement économique international associe maintenant le secteur public et le secteur privé. Le gouvernement canadien veut encourager les activités internationales de ses entreprises privées et leur apporter un appui par son ministère de l'Industrie et du commerce et par la Société pour l'expansion des exportations. Nous encourageons nos sociétés canadiennes à s'associer de plus en plus aux industriels des pays en voie de développement pour créer des sociétés en coparticipation qui seraient en mesure de contribuer à la croissance économique des pays en voie de développement». Il a dit souhaiter que se tisse, au fil des ans, un réseau intense et soutenu de coopération industrielle et commerciale dont bénéficieront les citoyens africains et canadiens.

Au cours des entretiens que le ministre a eus avec le président Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire, le président Senghor du Sénégal, le président Eyadéma du Togo, ainsi que les ministres Aki, Alexandrenne, et autres, M. Asselin a profité de l'occasion pour affirmer la volonté du gouvernement canadien de participer au projet du sommet des chefs d'Etat et de gouvernements francophones. M. Asselin a ajouté que le Canada serait présent à ce sommet et qu'une formule de participation des provinces canadiennes serait étudiée au cours des prochains mois.

A la veille de la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique à Lomé, M. Asselin a profité de ses rencontres avec ses homologues pour s'entretenir du fonctionnement de l'Agence qui visera à une plus grande efficacité pour l'avenir. Bref, ce séjour du ministre Asselin en terre africaine a permis de consolider les liens du Canada avec les pays amis et de paver la voie d'une nouvelle forme de coopération qui favorise les échanges économiques au sein de la famille francophone.



*M. et Mme Asselin s'entretiennent avec des coopérateurs canadiens au Niger (ci-dessus et ci-dessous).*







# Un tourisme différent

*Exemple du Sénégal*

**D**EPUIS les années 1970, le Sénégal est à la recherche d'un tourisme nouveau, qui s'est concrétisé aujourd'hui dans l'établissement de campements touristiques construits en milieu rural. Depuis 1973, six campements ont été ouverts - Elinkine, Enampore, Baïla, Thionk-Essyl, Coubalang et Affiniam pour un coût de 15 millions de francs CFA, grâce à des contributions diverses dont celles du Canada.

Ce nouveau tourisme consiste en la création de campements villageois, gérés et animés par la population, garantissant le minimum de confort pour de petits groupes de touristes et offrant la possibilité de contacts réels entre les visiteurs et les « visités ». Le proverbe wolof « Nit nettey garab am » qui signifie « l'homme est le remède de l'homme » pourrait bien servir de leitmotiv de cette nouvelle philosophie touristique. Par réaction contre un tourisme sédentaire fixé sur les plages ou dans les grandes villes, cette formule propose le vrai départ en s'appuyant sur des moyens de transport traditionnels tels que les pirogues et sur des voies de pénétration naturelles tels que les fleuves qui rendent au voyage son ancien rythme et son véritable sens. Ainsi le visiteur n'est plus « parqué » dans des hôtels climatisés où il n'a que peu d'accès aux réalités du pays.

### Construire des écoles

Dans le même ordre d'idées, la construction des campements en matériaux traditionnels présente un triple avantage : celui de concilier le mode d'hébergement authentique avec les normes de confort touristique, celui d'obtenir un investissement direct au bénéfice des villageois et celui de créer un équilibre humain et économique entre le visiteur et le villageois.

La gestion des cases de passage ainsi créées est entièrement aux mains des villageois constitués en coopérative, celle-ci intervenant tout à la fois pour la bonne marche du campement et pour l'affectation des bénéfices en fin d'exer-



*Un dignitaire local  
Des contacts réels entre les visiteurs et les « visités »*



## Le Canada et l'Afrique



S.E. Jacques Asselin, ambassadeur du Canada, qui vient de couper le ruban symbolique, s'apprête à visiter le nouveau campement d'Affiniam. «L'appui fraternel» du Canada a été fortement apprécié.

cice. Par exemple, au village d'Elinkine, une comptabilité soigneusement tenue par les villageois, permet d'évaluer à 1.200.000 francs CFA les bénéfices obtenus au cours de la saison touristique 1974-75.

Avec ces bénéfices, on peut construire des écoles, un bloc socio-médical et acheter d'autres matériels nécessaires. Le campement d'Affiniam, financé par le Canada, a reçu, en deux mois de fonctionnement depuis son ouverture en octobre 1978, 2.056 touristes et a réalisé près de 600.000 francs de recettes nettes. Ce campement, conçu dans le style de la grande case à impluvium, en banco, typique de la région de la Casamance, a une capacité d'hébergement de 60 lits. Outre les salaires qui ont été payés aux jeunes chargés de l'encadrement de ce campement, les bénéfices d'exploitation ont déjà permis le financement des projets d'élevage, de pêche et de cultures maraîchères et fruitières. Un nouveau campement, celui de Abéné, financé par le Canada pour la somme de trois millions de francs CFA à partir des fonds pour des projets locaux de l'Agence canadienne de développement international, suit la même évolution.

Ainsi, avec un faible investissement, on permet aux ruraux de s'intégrer dans le secteur touristique. Les six campements de la Casamance qui représentent un total de 180 lits, ont coûté 15 millions de francs CFA. Rien que pour les quatre premiers, il y a eu un bénéfice total de 20 millions de francs CFA, ce qui démontre la rentabilité de ce genre d'opération.

Le temps n'est plus où les touristes

venus passer une ou deux semaines en Afrique pendant l'hiver européen se contentaient presque tous de la plage, du soleil et des cocotiers. Une clientèle de plus en plus motivée et curieuse profite de cette période de détente pour essayer d'approcher le pays et ses habitants. Les amateurs d'excursions ne dépassaient guère, il y a 2 à 3 ans, 20 à 25% de l'effectif de stations balnéaires, on s'achemine aujourd'hui vers une proportion de 40 à 50%.

L'expérience de la Casamance n'est qu'un premier pas dans la mise en valeur

du patrimoine touristique et culturel du Sénégal. Il est évident que l'ethnie Diola de la Casamance, par la qualité de l'architecture de ses cases et de la beauté de l'environnement dans lequel elle se développe, se prête le mieux au démarrage d'une telle opération. L'exemple pourrait être suivi par d'autres régions. Mais comme le dit si bien un autre proverbe wolof «ndank ndank moy tyape golo tyi niaye», «c'est en allant doucement que l'on peut attraper le singe dans les Niayes» (régions de dunes et de palmeraies).



Femmes de la communauté rurale lors de l'inauguration du campement d'Affiniam.





# Littérature francophone

*Pour la sauvegarde et l'affirmation d'une identité*

**L**ES circonstances historiques tout à fait différentes ont fait que, dans plusieurs pays d'Afrique de même qu'au Québec, la langue française a servi à véhiculer des productions culturelles que peu de critiques ont tenté de mettre en regard l'une de l'autre. Pourtant ce rapprochement n'est pas gratuit et, de leur mise en présence, surgissent des points de comparaison et des particularités qui permettent une meilleure compréhension de ces deux littératures.

On connaît l'histoire de la littérature négro-africaine de langue française. Quelques amorces de cette littérature se retrouvent dans le XIX<sup>e</sup> siècle, du moins au Sénégal. Les grandes dates de cette production sont les années '30 qui ont vu l'organisation du mouvement de la négritude, et les années '60 qui ont marqué un point tournant de l'histoire politique de l'Afrique.

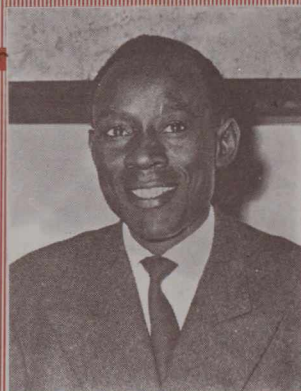
L'histoire du Québec est bien différente. Le Québec est constitué, en grande majorité, des descendants de l'époque française, soit de 1534 à 1763, qui ont connu la colonisation anglaise à partir de 1763 jusqu'à ce que les deux communautés en viennent à un modus vivendi, avec la constitution de 1867. Ces conditions politiques conditionnent les diverses étapes de la production littéraire canadienne en langue française. Les XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ont produit la littérature de la Nouvelle-France. Sous l'occupation anglaise s'est élaborée une production qui a conduit à une littérature canadienne-française. Cette dernière a cherché péniblement sa voie dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle ne trouve une véritable autonomie que dans la première moitié du XX<sup>e</sup>. Puis des changements sociaux et politiques qui se regroupent autour des années 60 assurent le passage à la littérature québécoise.

Les années '60 représentent pour l'Afrique et pour le Québec une articulation temporelle signifiante. Les pays africains accèdent à l'indépendance. Le Québec connaît une «révolution» tranquille et se déclare unilatéralement «Etat

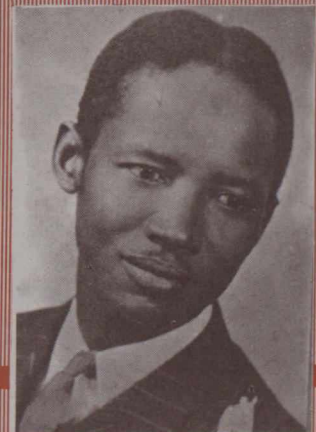
du Québec», sans changement de liens politiques antérieurs. Il s'agit davantage d'ailleurs d'une évolution, mais importante.

Le discours québécois prend alors une violence et il tient un langage qui trouve son équivalent dans le discours africain. Les écrivains québécois formulent une prise de conscience de plus en plus générale à travers le Québec. Ils traduisent dans leurs œuvres une problématique qui reprend pour l'essentiel la problématique

des poètes de la résistance qui s'engagent à fond dans les remous politiques que connaît le Québec avec les événements d'octobre '70. C'est l'époque des nuits de la poésie qui font vibrer tout particulièrement les jeunes. Le thème le plus fréquemment repris est celui de l'aliénation. Plusieurs poètes n'hésitent pas à reconnaître la part colonisée de l'homme québécois. Gaston Miron, parmi d'autres, déclare en effet : «Longtemps, donc, j'ai refusé d'admettre, tout en



*Cheikh Amidou Kane*



*Abdoulaye Sadjou*

que vécue par leurs homologues africains. Comme pour l'Afrique, il s'agit pour le Québécois de problèmes de langue, de problèmes d'appartenance et de coïncidence, également de sauvegarde et d'affirmation de son identité. Il s'agit fondamentalement d'inventer ou de réinventer l'homme et le pays.

Au Québec, ce sont d'abord les poètes qui ont pris la parole. La production poétique des années '60 est abondante. Elle culmine vers les années '70, avec les


l'admettant malgré moi, que le phénomène colonial m'avait touché en tout ou en partie. C'est alors que je devins, de 1956 à 1959, comme tout colonisé un mythomane».

Césaire a sans doute été l'un des premiers à reconnaître cette communauté de destin. Lors d'une conférence à l'Université Laval de Québec, en avril 1972, il posait la problématique de l'écrivain antillais en empruntant aux poèmes de Gaston Miron et de Jean-Guy Pilon,



## Dialogue franco-canadien

*Pour une meilleure connaissance mutuelle*

 Le Canada et l'Afrique donne ici l'essentiel de l'émission enregistrée le 18 mai dernier par France Culture sous le titre « Mythes et réalités franco-canadiens ». M. Gérard Pelletier, ambassadeur du Canada en France, et M. Claude Julien, rédacteur en chef du mensuel « le Monde diplomatique » y ont pris part.

G. Pelletier. Il serait intéressant de dire d'abord l'idée que nous nous faisons, vous du Canada, moi de la France, avant que l'observation directe nous ait permis de nous former une opinion personnelle. Je veux parler des images héritées de votre milieu quand vous étiez, du côté de Toulouse, jeune étudiant.

C. Julien. Cette opinion était, pour l'essentiel, profondément fautive. D'abord, pour moi comme pour beaucoup d'autres Français, les Canadiens étaient des gens qui parlaient français. C'était un pays assez paisible, assez serein, assez enviable qui, de surcroît, avait à chacune de nos guerres l'élégance de venir se battre à nos côtés. D'où une espèce d'admiration assez simple et très affectueuse à son égard. Dans ma bonne ville d'origine -Castres, dans le Tarn- j'ai connu plus tard un hôtelier qui n'avait jamais mis les pieds au Canada, mais qui connaissait bien la géographie du Québec : le nom des rivières, des villes, des petites bourgades, les ressources. Il avait cette vision du Canada réduite au Québec. Il savait, bien sûr, qu'il y avait la prairie, l'ouest canadien, les Rocheuses, le Grand-Nord -le Grand-Nord jouait un rôle important dans cette mythologie. Je ne voudrais pas me disculper, mais je n'ai pas été le seul à la cultiver.

G. Pelletier. Je pourrais presque en dire autant. Pour l'adolescent que j'étais dans les années trente (je vivais dans la petite ville de Victoriaville, au Québec), la France, c'était une grande ville, Paris, et une province, la Normandie, d'où mes ancêtres étaient venus, me disait-on, trois siècles plus tôt. Pour le reste, mes connaissances sur la France étaient aussi fausses que les vôtres sur le Canada, et de deux manières.

Nous sommes culturellement, nous, Canadiens francophones, des provinciaux sans métropole. Nous avons une culture dont le classicisme est « ailleurs ». Quand on veut remonter aux classiques, dans la culture française d'un Canadien, on doit revenir à Paris puisque nos classiques, ce sont les vôtres. Les vôtres sont les nôtres. Molière nous appartient et nous le réclamons. Racine nous appartient aussi. On était ainsi porté, dans ma génération, à imaginer la France comme une sorte de paradis culturel, ce qu'elle est jusqu'à un certain point, mais on la magnifiait d'une façon extraordinaire. Par exemple, jusqu'au moment où je suis arrivé à Paris, à la fin de la guerre, j'ai cru qu'il n'y avait pas de conservatisme en France. J'ai bien changé d'avis depuis ! Je croyais que tout était progrès et culture avancée. On magnifie ce qu'on ne connaît pas, surtout quand c'est son propre classicisme dont on sait qu'il existe ailleurs. D'autre part, j'avais une opinion qui n'était pas moins fautive et qui malheureusement est toujours partagée par beaucoup de mes compatriotes : dans le domaine technique, scientifique, technologique, la France m'apparaissait comme un pays retardataire. Encore aujourd'hui, les Canadiens souffrent beaucoup d'une opinion négative à ce sujet. Je ne sais pas si vous constatez la même chose.

C. Julien. Je peux rappeler un souvenir. A l'occasion d'une exposition industrielle organisée par la France à Montréal, le Premier ministre canadien de l'époque a tenu à rédiger lui-même le petit discours qu'il prononcerait. C'était un discours à la gloire de la culture, de la gastronomie, des parfums, de la mode, de la haute couture, du champagne, alors qu'il s'agissait d'une exposition essentiellement technique et industrielle !

G. Pelletier. Il faut dire, à la décharge de ce Premier ministre, que la France présentait alors, pour la première fois, une grande exposition technique à Montréal.

C. Julien. C'est vrai. Alors, vous, Gérard Pelletier, vous avez découvert la France au lendemain même de la se-





“ Ce soir-là, je me suis senti, pour la première fois, propriétaire d'une culture florissante assurée, triomphante... ”

conde guerre mondiale. Cela a été un choc ?

*G. Pelletier.* Un très grand choc. Découvrir la France, c'était pour nous découvrir un lieu où la culture française, minoritaire et menacée en Amérique du Nord - surtout au lendemain de la guerre, car nous n'avions pas encore connu l'explosion culturelle survenue depuis - s'épanouissait librement et occupait tout l'espace. C'était un éblouissement. De quoi accrédi-ter tous les préjugés favorables qu'on avait entretenus jusque-là ! Pour moi, ce fut un grand choc. J'ai eu la faiblesse de m'intéresser beaucoup au théâtre, dans ma jeunesse. J'ai maintenant cette faiblesse en commun avec un pape, ce qui me la rend respectable ! Je me souviens d'un soir, quelques mois après la Libération, alors qu'il n'y avait pas encore de quoi manger à sa faim dans Paris. Louis Jouvét jouait «L'École des Femmes» à l'Athénée. Ce soir-là, je me suis senti pour la première fois propriétaire d'une culture florissante, assurée, triomphante et d'une richesse que je n'avais jamais soupçonnée, même si j'avais essayé de l'imaginer.

Ensuite, pendant les quelques années que j'ai passées ici au lendemain de la guerre, j'ai corrigé mes notions sur l'infériorité technique de la France, parce que j'ai vu se relever avec une énergie et à un rythme étonnants. Mais vous, c'est à peu près au même moment que vous découvriez le Canada. Vous l'avez abordé par l'est, vous avez donc découvert d'abord la partie française.

*C. Julien.* J'ai commencé par le Québec, par Montréal, à la fin de 1946, à une époque où la France était encore profondément marquée par toutes les souffrances de la guerre et par toutes les pénuries qui s'ensuivaient. C'était un choc d'arriver à ce moment-là en Amérique du Nord. J'étais arrivé à New-York : c'était le choc brutal de la puissance, de l'opulence, des lumières, des voitures. Même spectacle à Montréal sous une autre forme, à une autre échelle. Le même contraste entre la pauvreté et la pénurie de l'Europe après la guerre et l'opulence de l'Amérique du Nord, fût-elle québécoise.

Mais le choc principal était ailleurs. On aimait le Canada, ce Canada que l'on réduisait au Québec, et on s'imaginait un peu qu'on était aimé au Canada. Il faut rappeler cette période, qui a créé beaucoup de malentendus et de désillusions. Très vite, on découvrait un Québec qui

était très clérical et, par bien des aspects, très hostile à la République française. On découvrait un régime, celui de Maurice Duplessis, très conservateur (1), alors qu'on vivait en France la période euphorique et progressiste des lendemains de la Libération, où tout paraissait possible sur le plan des réformes sociales et des transformations profondes des structures de la société. On trouvait, bien sûr, des gens très attachés à la France et affectivement très proches d'elle, mais aussi un sentiment anti-français d'autant plus fort que la France venait de mettre un terme à un régime, celui de Vichy, qui avait joui d'un prestige assez grand dans bien des milieux de la population québécoise. Beaucoup de Québécois conservateurs et cléricaux avaient retrouvé dans le régime de Vichy le contraire de cette France républicaine, laïque et progressiste qu'ils détestaient.

*G. Pelletier.* «Travail, Famille, Patrie» aurait pu être la devise de Duplessis, mais il n'y eût pas été plus fidèle que le régime de Vichy.

*C. Julien.* On découvrait donc un Québec qui souvent était plein d'hostilité ou de réserves à l'égard de cette France républicaine, laïque et progressiste qui choquait un Québec conservateur, clérical qui, de surcroît, souffrait sans doute d'une espèce de complexe culturel d'infériorité à l'égard des Français. Cela d'autant plus que beaucoup de Français, se précipitant dès cette époque outre-atlantique, se comportaient avec une arrogance qui était vexatoire pour beaucoup de Québécois et très humiliante pour les Français qui en étaient les témoins. Il s'est produit alors des choses proprement abominables dues à cette suffisance d'un certain nombre de Français débarquant chez ces pauvres cousins de la province de Québec et les traitant avec un mépris que l'accent de nos amis québécois ne pouvait pas justifier.

*G. Pelletier.* Les Québécois s'étaient comportés exactement de la même manière vis-à-vis de leurs frères Acadiens (2). Ces derniers leur reconnaissaient d'emblée, par complexe d'infériorité, une supériorité imaginaire. Nous faisons de même à votre égard. L'idée que tout était parfait chez vous faisait partie de notre complexe, à nous Québécois, et commandait presque une attitude paternaliste, protectionniste de la part des Français qui vivaient au Canada. De même, observant les Québécois, les Acadiens se disaient : «Ces



### “ La désillusion des Français qui ont émigré au Canada après la guerre a touché, en effet, beaucoup de gens. ”

gens-là vivent dans une province qui est majoritairement française ; quelle supériorité !» Pour eux, le Québec représentait l'âge d'or de la culture française. Mais, pour revenir au mythe canadien, je l'ai vu s'effondrer, dans les années cinquante, chez des amis français, lorsque s'est dessiné un mouvement d'émigration française vers le Canada. Ils avaient imaginé le Canada aussi naïvement que nous imaginions la France. Ils avaient vu le Canada comme une Terre promise où le lait et le miel coulaient dans les rivières, où l'on n'avait qu'à se pencher pour ramasser les dollars. J'exagère à peine. Or ils sont arrivés, malheureusement, dans une période de récession et de chômage, particulièrement au Québec, et nous n'avons pas fait l'effort d'accueil nécessaire, peut-être à cause du phénomène que vous venez d'évoquer. J'étais à ce moment-là au service d'une fédération syndicale qui essayait de compenser l'inaction du gouvernement Duplessis et d'aider ces frères immigrants à s'installer. J'ai vu des Français terriblement désillusionnés. Ce Canada, qu'ils avaient rêvé si beau, se révélait presque hostile. De même, j'ai vu le mythe français s'effondrer chez un certain nombre de jeunes Canadiens comme moi qui venaient en France. Eux qui croyaient rentrer dans la famille, ils étaient perçus ici comme des éléments étrangers, pour des raisons aussi bêtes, de la part de certains Français, que l'accent québécois (qui les rebutait parce qu'ils ne l'avaient jamais entendu) et, de la part des Canadiens, même québécois, à cause de la prise de conscience subite qu'ils étaient devenus des nord-américains, attachés au mode de vie nord-américain. Devant le mode de vie français, ils se sentaient complètement désorientés. La France et le Canada ont évolué si différemment au cours des trois siècles où ils ont été séparés !

*C. Julien.* Ce qui ne nous a pas empêchés d'entendre récemment cette déclaration qui se voulait chaleureuse et amicale : «Vive les Français du Canada !» alors qu'aucun Québécois n'entend être considéré comme un Français du Canada (3). La désillusion des Français qui ont émigré au Canada après la guerre a touché en effet beaucoup de gens. Non seulement, ils ne trouvaient pas l'opulence, le lait et le miel, mais ils rencontraient un accueil psychologique souvent difficile. J'ai le souvenir d'un article que nous avons publié dans «le Monde» il y a plus d'un quart de siècle. Nous présen-

tions cette déception des immigrants français sous le titre : «Le miroir aux alouettes». D'un commun accord entre l'ambassade du Canada à Paris et certains responsables de la presse écrite, nous avons fait une petite campagne pour essayer de briser certaines de ces illusions, dont les conséquences pouvaient être fâcheuses pour les relations futures entre le Canada et la France.

Peut-être y a-t-il un autre élément qui rend ce jeu des relations assez délicat. Nos deux pays ont suivi depuis la fin de la seconde guerre mondiale des évolutions dont les phases ne coïncident pas. Nous n'avons pas connu le même rythme du temps et souvent le temps s'est déroulé dans des sens inverses pour le Canada et pour la France. Souvenez-vous : vous arrivez en France après la guerre. C'est la Libération, l'effort de reconstruction auquel le pays se consacre. En gros, la décennie 1950-1960 est pour nous une période extrêmement troublée. Nous sommes en pleine guerre d'Indochine, qui se terminera en 1954. Simultanément se déroulent les débats au sujet du réarmement allemand et de la Communauté européenne de défense. Un débat passionné, vif. Il y a l'autonomie interne accordée à la Tunisie, puis le déclenchement de la guerre d'Algérie. Nous avons l'impression de vivre une accélération de l'Histoire. Les événements se précipitent, se bousculent. La société française est accaparée par cette trépidation de l'Histoire. Or, à ce moment-là, lorsqu'on va au Canada -pour l'instant, nous parlons plutôt du Québec, mais cela est vrai aussi pour le reste, immense, du pays- on a l'impression d'une société très stable. L'Eglise est toute puissante ; elle règne du haut des chaires ; elle donne même des consignes de vote ; elle canalise son public. Tout est décent, respectable, bien organisé. C'est calme.

*G. Pelletier.* Le reste du Canada connaît la même atmosphère. A ce moment-là, tout le débat politique en France s'articulait sur une opposition entre la droite et la gauche. Au Canada, un camarade journaliste formula un jour ce jugement : «Nous sommes un pays qui n'a pas encore distingué sa droite de sa gauche». C'était un peu exagéré, mais quand même vrai. Rien ne bougeait, chez nous, et c'était désespérant pour ceux qui s'y trouvaient. Vous évoquez des événements, surtout la guerre d'Algérie, qui ont créé, pour nous aussi, une





“ La France ne jouait plus son rôle d'initiatrice à l'époque dont nous parlons. Elle était trop occupée d'elle-même. ”

situation très grave. De la France, nous attendons toujours -je parle ici pour les Canadiens francophones- un effort de pensée sur un certain nombre de phénomènes. Nous constituons une communauté trop faible numériquement et trop isolée en Amérique du Nord pour développer à la fois tous les aspects d'une culture universelle. Il faut bien nous fier un peu aux plus de cinquante millions de parlants français qui vivent ici pour «couvrir» certains domaines qui nous échappent. Or, pendant toute la période dont vous parlez, la France a été absorbée par la C.E.D., par la guerre d'Algérie et par la décolonisation, toutes expériences qui ne nous touchaient guère. Notre propre «décolonisation» de l'Angleterre remontait aux années trente et nous n'avions jamais possédé de colonies, heureusement ! Ces années-là, je les symboliserais par une expression : «absence de la France». Nous lisions vos revues : on n'y parlait que de l'Algérie. La question ne nous était certes pas indifférente, mais elle ne faisait pas l'objet, comme pour vous, d'une préoccupation quotidienne. Et nous avons beaucoup souffert du fait que la France fût alors repliée sur elle-même. Son rôle d'initiatrice, la France ne le jouait plus, à l'époque dont nous parlons. Elle était trop occupée d'elle-même. Vos penseurs, par exemple, ne s'intéressaient guère à des phénomènes socio-culturels de première importance, comme la télévision.

*C. Julien.* L'indifférence des Français à l'égard du Canada, à cette époque-là, est d'autant plus choquante que le gouvernement canadien a joué un rôle très important pour tenter de nous aider dans les problèmes difficiles de l'époque. On retrouve le Canada à la commission internationale de contrôle créée après les accords de Genève sur la guerre d'Indochine. On le retrouve nous apportant une aide diplomatique non négligeable après notre expédition de Suez, en 1956. La diplomatie canadienne est très active. Mais, lorsque «le Monde» publiait de grandes enquêtes sur le Canada, nous recevions des lettres de lecteurs qui nous demandaient : «Pourquoi diable vous intéressez-vous à ce pays, où apparemment il ne se passe rien ?»

Or, il se passait beaucoup de choses dans ce pays puisque, dans cette décennie très troublée en France, par la décolonisation, très calme en apparence au Canada, commencent à bouillonner

beaucoup de choses. L'essor économique du Canada est prodigieux du fait de la guerre de Corée. Vous recevez des investissements américains considérables. On découvre des ressources naturelles que l'on met en exploitation dans le nord, dans l'ouest, pas seulement le pétrole, mais toutes sortes de gisements miniers. Au Québec, quelque chose est en train de craquer sous la surface sur laquelle s'appuie le régime très conservateur de Maurice Duplessis.

Cette apparence de calme correspond à un mythe persistant, chez les Français : le Canada, pays serein, le pays de Maria Chapdelaine ! Or, tout était en train de se nouer jusqu'à l'explosion que vous dateriez sans doute de 1960, l'arrivée au pouvoir, à Québec, de M. Jean Lesage qui inaugure ce qu'il appelle la «révolution tranquille» (4). Cette révolution est certes tranquille au départ, mais elle entraîne une perturbation profonde de la société québécoise, avec des répercussions sur l'ensemble du pays.

*G. Pelletier.* La décennie soixante va renverser la situation. C'est nous, alors, qui sommes absorbés par cette «révolution tranquille» et par la révolution culturelle extrêmement profonde qu'a créée chez nous la télévision -il serait intéressant de comparer l'impact de la télévision sur une société jeune, comme la nôtre, et sur une société beaucoup plus tassée, comme la société française. Nous sommes mobilisés par le rattrapage du retard historique du Québec, et en général du Canada qui développe sa politique étrangère, commence à se poser lui-même des problèmes que d'autres s'étaient posés pour lui mais qui n'avaient pas été réglés. Et nous ignorons complètement, de notre côté, le phénomène d'expansion, de développement économique et technologique majeur qui se produit en France à partir de 1960.

*C. Julien.* Je ne suis pas en mesure de citer des chiffres précis, mais je crois que c'est à partir de '55-60, que l'on peut voir cette transformation très spectaculaire. Et pendant que vous, Canadiens, vous commencez à vivre des moments extrêmement tendus, parfois tragiques, nous connaissons, de '58 à '68, avec le général de Gaulle, un régime stable. Nos gouvernements tombaient tous les six mois, et voilà que soudain nous avons une stabilité au moment où l'instabilité se manifeste au Québec et au Canada.

*G. Pelletier.* Nous avons vécu en effet





“ Nous avons quitté  
la monarchie française  
avant qu'on ne tranchât  
la tête de Louis XVI... ”

la grande époque des gouvernements canadiens minoritaires entre 1960 et 1968. Nos gouvernements se maintenaient grâce à des coalitions fragiles et déclenchaient de multiples élections générales. Auparavant, tout était réglé comme du papier à musique, en dépit du fait que la date de nos élections, vous le savez, n'est pas fixée par la loi (5). C'est le Premier ministre qui en décide, quand sa majorité n'est pas stable ; ou bien le gouvernement est renversé avant la fin de son mandat. Nous avons eu des consultations électorales en 1962, en 1963, en 1968, en 1972 et en 1974. C'était une instabilité que nous avons rarement connue.

*C. Julien.* Je crois qu'il y a une autre cause de malentendu. De quand datent les premiers attentats du Front de libération du Québec ?

*G. Pelletier.* Du printemps 1963.

*C. Julien.* A ce moment-là, beaucoup de Québécois parlent de terrorisme. En France, nous avons du mal à considérer qu'il s'agit d'un véritable terrorisme, car de quoi s'agit-il ? Des pétards dans des boîtes aux lettres ou des petites choses comme celles-là ! Ensuite, il y aura des choses plus graves. Mais pour nous le terrorisme a un sens bien précis. Depuis l'occupation, les actes de sabotage et les attentats dirigés contre l'occupant nazi, depuis le début de la guerre d'Algérie et les attentats de l'O.A.S., le mot « terrorisme » est affecté d'un coefficient que beaucoup de terroristes ou sympathisants québécois sous-estiment gravement. Nous n'arrivons pas vraiment à prendre au sérieux cette espèce de petit terrorisme amateur du Québec. Là aussi, il y a eu deux optiques tout à fait différentes et des malentendus ont pu se créer, dans la mesure où l'on portait sur l'autre société le même regard que sur la sienne. A ce moment-là, on était assuré du malentendu, vous ne croyez pas ?

*G. Pelletier.* Oui, parce que les points de référence n'étaient pas les mêmes. On ne peut juger l'époque de la Restauration en France, par exemple, selon les critères de 1975. Nous avons affaire à deux sociétés très différentes. Vous savez que la société canadienne a échappé à toutes les révolutions ou presque. Un ami historien français nous disait avec humour qu'une des expériences qui ont manqué aux Canadiens français, dans leur histoire, c'est de couper la tête d'un roi. Nous avons quitté la monarchie française, avant qu'on ne tranchât celle de

Louis XVI et nous avons atterri dans la monarchie britannique plus d'un siècle après qu'on eut décapité Charles 1<sup>er</sup>.

Si l'on regarde l'autre partie de notre société, c'est-à-dire nos compatriotes anglophones, eux aussi ont refusé de faire une révolution : l'américaine. La plupart des anglophones du Canada descendent des loyalistes qui ont traversé la frontière canadienne pour échapper à la guerre d'indépendance des Etats-Unis. La plupart des gens qui sont arrivés ensuite au Canada, le tiers groupe composé d'immigrants qui ne sont d'origine ni française, ni britannique, venaient d'Europe centrale, d'Italie, de Grèce, du Proche-Orient, etc. Ils fuyaient, eux aussi, des climats politiques troubles. Bien entendu, ces gens-là sont très sensibles à la violence politique. Je comprends très bien que, dans l'optique européenne, les actes de terrorisme qui ont été commis chez nous paraissent mineurs. Mais, quand ils ont abouti à un assassinat politique, comme ce fut le cas en 1970, ce fut pour tout le Canada un traumatisme majeur (6).

*C. Julien.* Nous avons participé, le soir ou le lendemain de l'assassinat de Pierre Laporte, vous à Montréal, moi à Paris, à une émission de télévision en duplex par satellite. Avant le début de l'émission, nous avions devant nous un écran silencieux sur lequel nous, de Paris, nous nous voyions. On voyait entrer dans le studio Gérard Pelletier, son vieil ami René Lévesque, d'autres personnes tous vieux amis (7). Ils ne se saluaient même pas. C'était comme s'il y avait eu du sang entre vous. C'était spectaculaire. C'était la meilleure partie de l'émission. Et puis, soudain, on a mis le son et l'émission a commencé, les débats se sont engagés et nous avons mesuré l'ampleur du drame. A tel point que, si vous vous souvenez, les gens qui dialoguaient avec vous à Paris n'ont pas osé dire grand chose. Nous sommes restés à peu près silencieux.

*G. Pelletier.* C'est vrai. Pour une fois, nos amis Français étaient silencieux, et cela m'a beaucoup étonné !

Mais parlons, si vous le voulez bien, de la résurgence du nationalisme politique au Canada français, qui a conduit aux violences des années soixante. Il ne s'agit pas, bien entendu, du nationalisme culturel ; celui-là, tout le monde l'a toujours cultivé chez nous. Si on définit comme « nationaliste culturel » celui qui veut assurer, non seulement la survie,





“ Vous êtes des Canadiens  
comme les autres.

Oui, nous sommes des Canadiens  
mais pas comme les autres. ”

mais l'épanouissement et le rayonnement de la culture française en Amérique du Nord, nous sommes tous des nationalistes culturels. Mais il y a d'autre part, un nationalisme politique qui était en sommeil depuis près d'un demi-siècle et qui ressurgit tout à coup. Est-ce que cette résurgence vous a étonné, vous qui avez été un observateur du Canada et du Canada français depuis 1947, où vous a-t-elle paru naturelle ? N'a-t-on pas vu, sous de Gaulle, la résurgence d'un certain nationalisme français qui semblait bien endormi en France aussi ? Est-ce que ces deux phénomènes sont différents ?

*C. Julien.* Je suis tenté de penser qu'une certaine résurgence du nationalisme en France, sous de Gaulle, est un phénomène de compensation à la perte de nos colonies. Evidemment, le phénomène au Canada, au Québec ou chez les Canadiens francophones, ne peut être de même nature.

*G. Pelletier.* C'est certain. Mais il y a aussi un nationalisme anglo-canadien dont vous avez sûrement été témoin. Il est motivé de façon différente : il s'agit, pour nos compatriotes anglophones, de se distinguer des Américains. Aux anglophones, qui vous disent : « Qu'est-ce que vous avez, les Québécois, à vous singulariser ? Vous êtes des Canadiens comme les autres », nous répondons : « Oui, nous sommes des Canadiens, mais pas comme les autres ». Et, quand des compatriotes de langue anglaise me demandent d'expliquer cette attitude, je réponds : « C'est très simple : vous avez le même sentiment à l'égard des Américains : Quand ils vous disent, par amitié, que vous avez tout en commun avec eux et qu'au fond cette frontière du Canada est totalement artificielle, cela vous hérisse et vous affirmez votre différence ». Il y a donc un double nationalisme qui a eu tendance, évidemment, à être beaucoup plus virulent au Québec parce qu'il a pris une forme politique.

*C. Julien.* Aussi, à cause de la langue. Mais, au-delà de ce nationalisme, il y a une forme d'expression de ce nationalisme : le séparatisme. Pendant longtemps, beaucoup de Français et un certain nombre de Canadiens ont commis la même erreur d'appréciation : ils ont sous-estimé le séparatisme d'autres provinces canadiennes. Il y a fort longtemps que j'avais été frappé par le séparatisme de la Colombie-Britannique. C'est un courant qui n'a pas cessé de s'affirmer.

Je crois que souvent on sous-estimait les séparatismes de provinces anglophones, séparatisme motivé, non par des raisons culturelles, mais par des raisons économiques. Il est plus facile de commercer avec les Etats-Unis dans le sens nord-sud qu'à travers les Rocheuses dans le sens est-ouest. Cette ignorance des autres formes de séparatisme a créé beaucoup de passions inutiles.

*G. Pelletier.* On retrouve là des mythes et des ignorances mutuels : une des choses que les Français ont le plus de difficulté à comprendre, c'est un Etat fédéral. La France est un Etat unitaire et centralisé. Je rencontre ici, presque chaque jour, des gens qui me disent : « Mais pour régler cette histoire du Québec, pourquoi ne donnez-vous pas un gouvernement aux Québécois ? » Je leur réponds : « Parce qu'ils en ont déjà un, figurez-vous ! »

De la même manière, des Canadiens peuvent dire, devant certaines manifestations de nationalisme régional, en France : « Pourquoi ne leur donnez-vous pas un gouvernement, comme chez nous ? sans se rendre compte des problèmes énormes que cela poserait, à contre-courant de toute la tendance historique française depuis Louis XI ou depuis la Révolution.

*C. Julien.* Il y a une question que j'aimerais vous poser : est-ce que, par vos contacts en France, vous avez le sentiment que beaucoup de Français voient toujours dans le Québec une province très cléricale, très catholique, et ignorent cet effondrement spectaculaire de l'Eglise ? Est-ce que, selon vous, la révolution religieuse qui a frappé le Québec est largement connue des Français que vous fréquentez ?

*G. Pelletier.* De ceux que je fréquente, oui. Le bouleversement religieux s'est produit chez nous à un moment où les communications étaient rétablies entre la France et le Québec. Le fait a été tout de suite perçu. Lorsque j'ai présenté mes lettres de créance au président de la République, M. Giscard d'Estaing, sa première question fut celle-ci : « Expliquez-moi ce que j'entends dire sur la transformation religieuse au Québec ». Votre président, vous le savez, a séjourné au Québec en 1947 ou 1948. Il a connu le même Québec que vous, un milieu ancré dans ses traditions religieuses. Sa question ne m'a pas étonné. Mais d'autres Français, en très grand nombre, me l'ont posée dans les mêmes termes : « Com-





## Le Canada et l'Afrique

“ Il se trouve  
que les Canadiens désirent  
fermement  
leur indépendance. ”

ment avez-vous pu connaître un bouleversement religieux aussi rapide ? Vous avez subi en dix ans une évolution qui a duré en France, et dans la plupart des pays européens, plus d'un siècle».

*C. Julien.* Où situeriez-vous la principale incompréhension des Français en ce qui concerne le Canada ? Où sont les principales idées fausses ?

*G. Pelletier.* Ce qui me frappe, c'est que le système politique canadien est très peu connu en France. Nous souffrons d'ailleurs d'une ignorance symétrique de la réalité politique française. Je dirai que la deuxième lacune, plus grave encore pour nos rapports, c'est l'ignorance du potentiel industriel du Canada et de son développement. On a toujours tendance à voir le Canada comme fournisseur de matières premières. Je parle d'une tendance générale, qui souffre de notables exceptions. On voit encore ce pays comme un pays riche, mais peu développé. Le président du Mexique a mis au point une formule que je lui envie : «Nous voulons être un pays développé qui possède des richesses naturelles importantes, mais il ne veut plus être seulement un pays-à-richesses-naturelles. Ce message n'est pas très bien perçu en France, ni la vitalité économique de la France au Canada. Trop d'hommes d'affaires canadiens ont encore tendance à croire qu'il est très agréable de venir passer des vacances en France, mais que, pour les affaires, il n'y a que les Américains. C'est un point sur lequel le milieu des affaires, au Canada, retarde sur le gouvernement. Ce dernier désire très ardemment enclencher les rapports économiques importants avec l'Europe, parce qu'il tient à équilibrer ses rapports avec les Etats-Unis. Si nous nous engageons presque uniquement et toujours davantage avec les Etats-Unis, nous finirons par ne plus exister comme entité politique. C'est d'ailleurs un danger que vous avez senti très tôt et signalé dans un de vos premiers ouvrages sur l'Amérique.

*C. Julien.* Peu d'industriels français se sont vraiment intéressés à l'énorme potentiel économique du Canada. Finalement, le bilan est assez mince.

*G. Pelletier.* Moins de 1% de vos échanges et des nôtres ! C'est très mince, en effet. J'étais heureux de constater récemment que l'opinion française «découvrait» au Mexique un pays qui veut vivre en bons termes avec les Américains -il vaut mieux être en bons

termes avec eux quand on partage le même continent- mais qui, en même temps, veut affirmer sa personnalité. Au fond, ce dont nous avons à persuader, non seulement les Français, mais tous les Européens, c'est que le Canada a fait un choix. Nous aurions pu nous intégrer complètement à l'économie américaine et partager pleinement la prospérité des Etats-Unis. Il nous coûte assez cher d'être un pays indépendant des Etats-Unis, et cela va nous coûter de plus en plus cher, du reste. Mais il se trouve que les Canadiens désirent fermement leur indépendance. Or, je me demande si les Français, et les Européens en général, sentent que le Canada veut être autre chose que ce dont nous a qualifié un jour M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères : «Le Canada, cet ennuyeux second violon des Etats-Unis d'Amérique». Cela nous est resté dans la mémoire et sur le cœur, parce que l'insulte comportait assez de vérité pour être très cuisante. Est-ce que vous avez l'impression que la conscience européenne s'aiguise et perçoit la préoccupation du Canada de ne pas être simplement l'«ennuyeux second violon» dont parlait M. Gromyko ?

*C. Julien.* Lorsque, il y a une quinzaine d'années, on disait qu'il ne fallait pas, en France, commettre la même erreur que les Américains, qui considéraient les Canadiens anglophones comme un peuple identique à celui des Etats-Unis, on n'était pas du tout compris. Je suis mal placé pour répondre à une question semblable parce que je suis les efforts, notamment diplomatiques, du Canada depuis fort longtemps, à l'époque de Lester Pearson, par exemple, où sur la scène internationale le Canada jouait un rôle nettement différent de celui des Etats-Unis, en particulier à l'époque de John Foster Dulles. A ce moment-là, la politique extérieure des deux pays était radicalement différente. Tout cela était présenté, bien sûr, avec beaucoup de nuances, dans le langage diplomatique qui convient, mais le gouvernement de Washington n'appréciait pas toujours les initiatives d'Ottawa alors que celles-ci étaient toujours marquées par le double héritage britannique et français qui a contribué à l'histoire du Canada. Evidemment, les problèmes diplomatiques retiennent peu l'attention du grand public.

*G. Pelletier.* La plupart des Européens vont d'abord aux Etats-Unis —c'est ce





“ Le Canada est un des pays du monde où l'emprise d'une économie voisine est la plus importante... Notre niveau de vie équivaut, en gros, à celui des USA. ”

qui vous est arrivé— et ensuite au Canada. En arrivant, ils se disent « Ah ! c'est quand même différent ! » Si, partant de France, d'Allemagne, d'Italie ou d'Espagne, ils arrivent à Montréal, ils se disent : « C'est les Etats-Unis ». Ensuite, passant aux Etats-Unis, ils vont peut-être constater que les Etats-Unis, c'est encore plus les Etats-Unis que nous ! Il faudrait toujours organiser le périple dans l'autre sens, c'est-à-dire par New York, pour faire voir qu'il y a au Canada une culture différente, une façon d'être différente, qui commandent une façon de penser différente en politique internationale. Cela dit, le Canada est un des pays du monde où l'emprise d'une économie voisine est la plus importante. Il n'existe qu'un seul autre pays, le Nigéria, où le capital étranger possède un plus fort pourcentage de l'industrie nationale. Il faut donc arriver, sans nous brouiller avec les Américains, à diversifier nos échanges et nos sources d'investissements. Il semble plus facile pour les Européens de percevoir le Mexique, par exemple, comme un pays distinct des Etats-Unis. Serait-ce parce qu'il est unifié par une langue ?

*C. Julien.* La population mexicaine dans son ensemble ne participe pas au niveau de vie nord-américain auquel vous, Canadiens, participez plus ou moins.

*G. Pelletier.* En effet, notre niveau de vie équivaut, en gros, à celui des Etats-Unis.

*C. Julien.* Au fond, les relations entre le Canada et la France étaient assez bonnes, sans histoires, sans remous, sans éclat dans la période où les deux pays croyaient se connaître et s'ignoraient profondément. Aujourd'hui, des liens, des échanges se sont multipliés. Les deux pays communiquent beaucoup plus facilement sur le plan économique, sur le plan culturel (bien que faiblement) et sur le plan politique. Une meilleure compréhension, une meilleure connaissance entre les deux peuples est en train de se développer. Dans la période où les

Gérard Pelletier. Ambassadeur du Canada en France. Né en 1919. Journaliste, a été directeur du «Travail», organe de la Confédération des syndicats nationaux ; animateur à la radio et à la télévision d'émissions d'actualités sociales. Député du Québec à la Chambre des communes de 1965 à 1975 ; ministre fédéral de 1968 à 1975.

Claude Julien. Rédacteur en chef du mensuel «le Monde diplomatique». Né en 1925. A été chef du service étranger du quotidien «le Monde». Auteur de «le Canada, dernière chance de l'Europe» (Juliard éd., 1965).

mythes l'emportaient sur la réalité, les relations entre les deux peuples étaient assez satisfaisantes, mais distantes. Aujourd'hui que les réalités s'affirment, aussi bien d'un côté de l'Atlantique, que de l'autre, n'est-il pas naturel qu'il y ait quelques frictions, notamment dans les relations de gouvernement à gouvernement ? On se dispute davantage quand on se connaît mieux.

*G. Pelletier.* Quand on ne se voit jamais et qu'on s'ignore à peu près complètement, on n'a pas l'occasion de se quereller. Maintenant que nous sommes en train de renouer des liens de famille, nous aurons des querelles de famille, ce qui me paraît inévitable. La condition humaine est ainsi faite. Auparavant, nous avions les mains propres, comme eût dit Péguy, parce que nous n'avions pas de mains ! Nous n'avions pas de relations, donc elles étaient bonnes. De ce point de vue, on n'a pas fini d'interpréter le «Vive le Québec libre» du général de Gaulle. Je suis, au Canada, ce qu'on appelle un fédéraliste. Je ne suis pas du tout séparatiste, ni même séparatisant ou crypto-séparatiste, mais je dois reconnaître un bienfait dans la publicité que le général a faite ainsi au Canada. Nous nous serions bien passé des conséquences négatives, mais il y a eu aussi des conséquences positives : le cri a réveillé en France un intérêt pour le Canada. On s'est posé la question («Mais qu'est-ce qu'il se passe là-bas ?») alors qu'on ne s'en posait guère auparavant. Comme disent les Américains : «Parlez de moi en bien ou en mal, mais parlez de moi !»

*C. Julien.* Nous avons donc de bonnes chances d'améliorer notre connaissance mutuelle à travers des crises qui iront croissant !

1. Fondateur de l'Union nationale, parti provincial de tendance conservatrice, Maurice Duplessis fut Premier ministre du Québec de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959.

2. Canadiens francophones qui habitent pour la plupart la province du Nouveau-Brunswick, à majorité anglophone.

3. Allusion à une déclaration faite à Montréal en février dernier par M. Raymond Barre, Premier ministre français.

4. Le gouvernement libéral de M. Jean Lesage a exercé le pouvoir au Québec de 1960 à 1966.

5. La durée d'une législature ne peut excéder cinq ans et l'usage veut que le Premier ministre déclenche des élections à l'approche de ce terme.

6. Allusion à l'enlèvement, à la séquestration et à l'assassinat de Pierre Laporte, ministre du gouvernement (libéral) du Québec.

7. M. René Lévesque, depuis trois ans Premier ministre du Québec en tant que leader du parti québécois, fut ministre libéral dans le gouvernement de M. Jean Lesage de 1960 à 1966.





## Le Canada et l'Afrique



par le Professeur **Fernando Lambert**

tant le discours de nos poètes rejoignait celui des Antillais. De même Albert Memmi, de passage à l'Université de Montréal, soulignait certaines attitudes de type colonial qu'il avait remarquées chez les étudiants et les écrivains québécois.

De toute évidence, cette communauté d'expérience ne va pas sans de nombreuses différences. En tout premier lieu, c'est le rapport à la langue en vue de la création d'un langage propre qui mar-

rappeler la recherche de certains écrivains africains bien connus, Yambo Ouologuem, Ahmadou Kourouma, Bernard Zadi Zaourou. La référence à des modèles linguistiques et à des modèles culturels est à peu de choses près la même.

Au Québec, cette recherche d'un langage propre a pris, avec certains auteurs, une forme violente. Ceux-ci ont fait du «joyal» -prononciation déformée de cheval- un instrument d'affirmation,

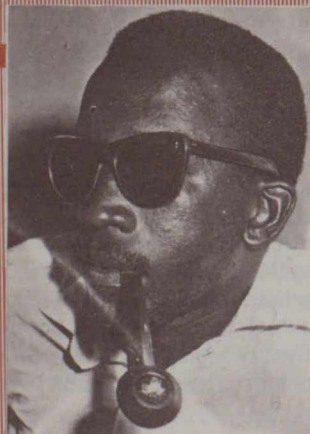
québécoise prête à comparaison avec la littérature négro-africaine : c'est le rapport à l'oralité comme source de formes littéraires et de modèles d'écriture. Aussi étonnant que cela puisse paraître, la majorité du peuple québécois a connu jusqu'à la deuxième guerre mondiale une riche tradition orale : il s'agit de la population paysanne. Notre littérature comprend donc des contes et de bons conteurs, Félix-Antoine Savard et Jacques Ferron, par exemple.

L'épopée également a servi de modèle de récit. *Pélagie-la-charrette* d'Antonine Maillet, épopée acadienne vient de recevoir le prix Goncourt 1979.

Il semble bien qu'il faille voir dans le goût marqué pour la chanson au Québec, une influence de notre tradition orale. La chanson québécoise n'a rien à voir avec la chansonnette. Elle retrouve en fait la forme première de la poésie, toujours associée à la musique. Nos meilleurs écrivains s'intéressent à la chanson : Félix Leclerc, Gilles Vigneault, etc. Celle-ci a même acquis un statut littéraire. Elle est étudiée à l'université comme texte poétique.

La thématique permet également de dégager beaucoup de points communs aux deux littératures. Ces thèmes se développent selon les directions spécifiques toutefois. On dit un pays qu'il faut connaître, dont il faut se rendre maître, qu'il faut construire. Ce pays est avant tout un espace qu'il faut apprivoiser. On chante l'amour, la vie, le quotidien. On traduit les tensions propres au Québec, les problèmes politiques intérieurs, les problèmes avec nos voisins anglophones. Mais on dit aussi l'espoir d'un peuple qui, selon l'expression de Césaire, «s'est mis debout».

La comparaison peut être longuement développée entre nos deux littératures. Leur avenir même est semblablement lié à une évolution socio-politique. Elles sont confrontées à des problèmes semblables : serrer de très près une réalité sans cesse en mouvement, tout en visant l'universel, la durée ; assurer une diffusion qui est garante de leur développement ; transformer la problématique qui menace leur avenir.



*Ousmane Sembène*



*Birago Diop*

que un écart fondamental. C'est la différence essentielle qui existe entre l'héritage colonial dans le cas de l'Afrique et un héritage culturel dans le cas du Québec.

Il est toutefois étonnant de trouver chez les écrivains québécois le souci de prendre leurs distances du français de France, dans un besoin d'affirmer par là, leur différence. La recherche langagière, au Québec, a été effectuée principalement par le roman et elle n'est pas sans

opérant par ce qui a servi à d'autres à nier notre être. Pour Michèle Lalonde, «le joyal est la version détériorée, colonisée de la langue québécoise». L'ensemble des écrivains toutefois n'ont pas connu ce passage par le «joyal». Ils ont tenu cependant à affirmer le statut particulier du français québécois, à conserver les particularités de la langue québécoise, les revendiquant comme constituantes de leur différence.

Une autre dimension de la littérature





# Aviation

*Des pilotes zairois s'entraînent à Halifax*

**S** I vous voyagez à bord d'un Boeing 737 de la Compagnie Air Zaïre, il y a de fortes chances que le pilote de l'avion ait suivi son entraînement au Canada avec un simulateur de vol Boeing 737. En effet, depuis février 1978, quelque 110 pilotes d'Air Zaïre ont suivi des cours d'entraînement de base ou de recyclage au Centre d'aviation de la Compagnie Eastern Provincial Airways situé à l'aéroport international de Halifax en Nouvelle-Ecosse. Chaque année dix à douze pilotes y suivent des cours de transmission par radio et chaque mois quatre pilotes et deux instructeurs y viennent pour un programme de recyclage.

Le Centre d'aviation fournit un emploi à quelque 350 personnes. C'est un composant important de la compagnie Eastern Provincial Airlines (EPA) qui, dans un délai de moins de 30 ans, est devenue une entreprise industrielle employant plus de 800 personnes dans ses divers services. Une bonne partie de ce Centre d'aviation est occupée par le Centre d'entraînement qui comprend des salles de classe, des bureaux et de nombreux appareils sophistiqués requis pour l'entraînement des pilotes et autres membres d'équipage. L'élément le plus important est sans doute le simulateur de vol B-737.

Le simulateur de vol B-737 est en fait une reconstitution exacte de la cabine de

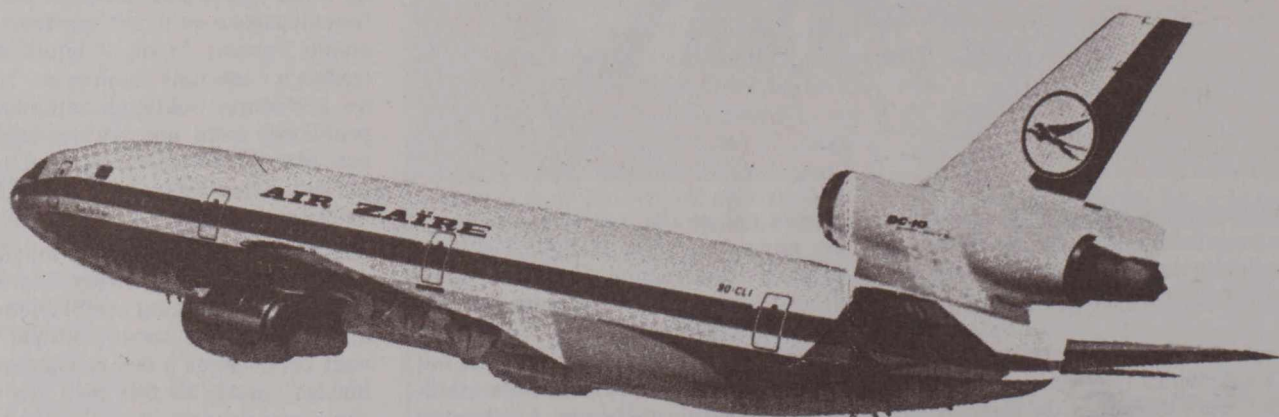
pilotage du véritable Boeing-737 avec tous les instruments de contrôle et tout l'équipement normalement utilisé par les pilotes. Le cockpit est fabriqué de fibres de verre renforcées et monté sur un système mobile qui permet de simuler les mouvements réels d'un avion ainsi que la puissance d'accélération. De plus, des effets sonores sont produits afin de rendre la simulation encore plus réelle. On peut même entendre le crissement des pneus lors de l'atterrissage. L'ultime effet de l'atmosphère réelle est produit par un ordinateur qui fournit, à l'aide d'un système de couleurs, des images nocturnes d'un aéroport donné : on y voit les feux de position des pistes, les stations de taxis, les nuages, le brouillard et les éventuelles variations de visibilité. L'ensemble de ce complexe est contrôlé par un ordinateur qui permet ainsi d'obtenir, à la suite des mouvements de contrôle du pilote, des réactions instantanées identiques à celles d'un avion réel.

Pour atteindre les objectifs d'entraînement un poste d'instructeur est incorporé dans le cockpit. L'instructeur peut ainsi faire varier les conditions de vol et découvrir les erreurs éventuelles de pilotage. Par la suite, il peut procéder à l'évaluation de l'exercice en se conformant à des règlements établis par Transports Canada et la Compagnie EPA.

L'entraînement du personnel de bord est également fait dans une réplique d'une cabine de passagers B-737 capable d'accueillir 24 passagers et le personnel de bord. On y trouve une cuisine pleinement opérationnelle ainsi que tous les services habituels que l'on trouve dans un avion. Le personnel de bord peut donc être entraîné à servir les passagers et à pratiquer les consignes de sécurité et d'urgence. Cela inclut entre autres l'utilisation d'une glissade de sauvetage et de la sortie de secours sur les ailes. L'entraînement comprend également la simulation d'un incendie et la reproduction des bruits d'écrasement.

Le simulateur de vol B-737 du Centre d'aviation de la Compagnie Eastern Provincial Airways représente l'ultime conception de la technologie en matière d'entraînement des équipages. C'est un outil sûr dont l'efficacité est reconnue dans le monde entier.

Le simulateur de vol B-737 est construit par la compagnie montréalaise Canadian Aviation Electronics. Des négociations sont en cours entre cette compagnie et la Compagnie Air Zaïre pour l'achat d'un simulateur B-737 au Zaïre. Il est donc possible que les pilotes africains puissent bientôt bénéficier de cet instrument efficace sur leur propre continent.







# Le CRDI

*Pour l'amélioration de la vie rurale*



● Au cours des vingt dernières années, la dépaissance (intensité de pâturages) s'est accrue dans les zones subsahariennes parcourues par les tribus semi-nomades. Or, le passage des troupeaux pouvant compter jusqu'à 20.000 têtes de bétail en un seul point d'eau au cours d'une seule période de transhumance suffit bien souvent à transformer le secteur en quasi-désert. En se fondant sur une expérience entreprise en 1974 sur un site de 200 hectares près du puits de M'Bidi, le gouvernement du Sénégal envisage de reboiser les alentours de 75 points d'eau, dans le nord du pays, avec quatre variétés d'acacia exploitables pour leur bois et leur fourrage.

● ● Des chercheurs belges et zaïrois ont démontré qu'une consommation excessive de manioc pouvait provoquer le goitre, le crétinisme et l'arriération mentale dans certaines régions du nord-ouest du Zaïre où les deux tiers des habitants sont atteints d'une façon ou d'une autre. Selon les scientifiques, l'effet goitrogène du manioc doit être attribué à la linamarine, un glycoside cyanogénique, que l'organisme convertit en cyanures toxiques, lesquels sont transformés en thyanocyanes qui empêchent la glande thyroïde d'absorber tout l'iode dont elle a besoin. Une vaste campagne d'injections d'iode est en cours dans la région et une seconde phase de la recherche a été amorcée pour préciser le genre de régime alimentaire associé au goitre.

● ● ● Des scientifiques canadiens, iraniens et tanzaniens travaillant à l'Université de Sussex en Angleterre ont trouvé un produit chimique capable de détruire les mauvaises herbes parasites Striga et Orobanche qui freinent considérablement la production de céréales et de légumineuses dans les régions semi-arides. Ce produit est actuellement à l'essai en Egypte, en Haute-Volta, en Inde, au Liban, au Nigéria, au Soudan et en Tanzanie.

● ● ● ● La zone côtière du Togo, un espace littoral d'une superficie de 2500 km<sup>2</sup> souffre d'un déficit pluviométrique.



Le niébé, légumineuse vivrière riche en protéines et résistante à la sécheresse, est un aliment de base dans les régions semi-arides. Des projets d'amélioration du niébé ont été financés l'an dernier par le CRDI en Haute-Volta, au Niger et en Sierra Leone.





Les mouvements démographiques internes sont rapides et une forte concentration humaine entraîne un déséquilibre entre le potentiel agricole et les besoins alimentaires. Ces problèmes et d'autres appellent une action urgente sous peine de voir la situation s'aggraver sérieusement. Un plan de développement éco-

nomique et social de cette zone nécessite, cependant, la préparation de cartes thématiques de l'utilisation des sols. Depuis le début de 1978, des cartographes togolais s'y emploient afin d'obtenir les données nécessaires aux autorités publiques pour le développement futur de cette région.

de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions». Autrement dit, il est un mécanisme d'encouragement à l'utilisation de la science et de la technologie pour le progrès du monde en développement.

Organisme de droit public, le CRDI est financé par le Parlement canadien mais il est administré par un Conseil des gouverneurs autonome et de composition internationale. Et bien que le Centre ait son siège social à Ottawa, ses employés sont de nationalités diverses. Il a des bureaux régionaux en Asie (Singapour), en Afrique (Dakar), en Amérique latine (Bogota) et au Moyen-Orient (le Caire), dirigés par des ressortissants des régions qu'ils desservent.

Les travaux du CRDI sont assurés par quatre divisions de programmes : Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, Sciences de la santé, Sciences de l'information, et Sciences sociales.

Aujourd'hui, neuf ans après sa création, le Centre peut se flatter d'un bilan impressionnant : au 31 mars 1979, 849 projets de recherches avaient reçu près de 154 millions de dollars canadiens de crédits. Environ 330 de ces projets sont terminés et plusieurs en sont maintenant à leur deuxième ou troisième phase. Les

## 154 millions de dollars pour 849 projets dans le Tiers monde

**D**ERRIERE chacun de ces succès, on retrouve un organisme canadien au nom un peu vague de Centre de recherches pour le développement international (CRDI), mais qui a un mandat très précis : aider les peuples les plus défavorisés à améliorer leurs conditions de vie.

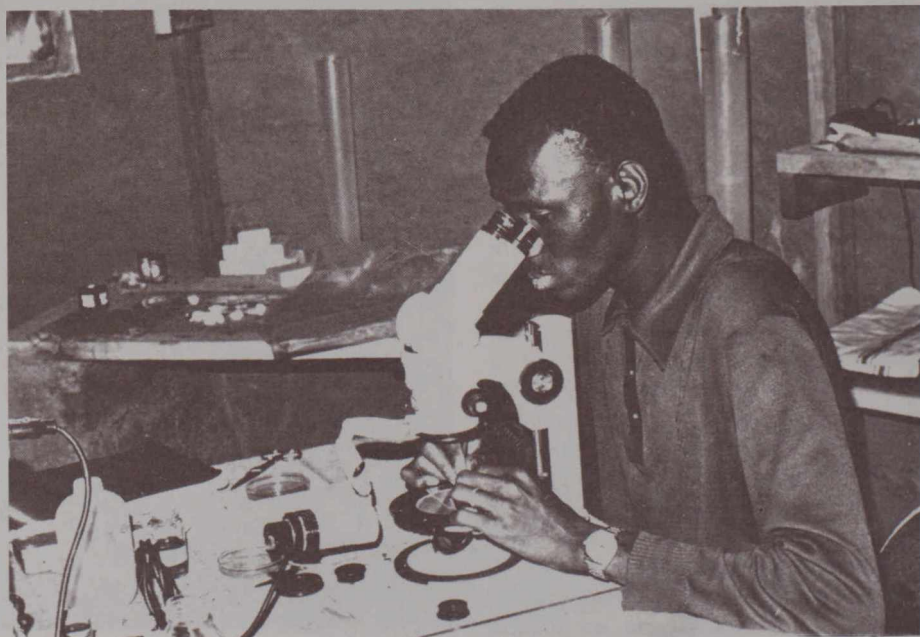
Créé par le Parlement canadien en 1970, le CRDI a eu pour politique, dès le départ, de confier l'entière responsabilité des projets de recherche qu'il subventionne aux pays qui doivent en tirer profit. Il était en fait le premier organisme donateur établi tout spécialement pour financer des projets de recherche proposés, conçus, dirigés et exécutés par des chercheurs des pays en développement, dans leur propre pays, et selon leurs propres priorités.

On a pu juger de la clairvoyance de cette innovation en matière de développement international en août lors de la Conférence des Nations-Unies sur la science et la technique au service du développement (CNUSTED), tenue à Vienne. Les pays en développement y ont réclamé une nouvelle orientation des programmes d'aide scientifique et technique à partir de 1980. Ils ont aussi demandé que les pays industrialisés appuient et facilitent leurs efforts de développement par la création de capacités scientifiques et techniques autochtones.

Selon le secrétaire général de la conférence, M. Jaoao Frank da Costa, le développement est plus que la simple croissance économique. Il comprend aussi de nombreux facteurs politiques, culturels et sociaux. Il ne peut donc y avoir une seule solution technique pour tous les pays en développement. «Chaque pays doit avoir sa propre science et sa propre technologie, a-t-il dit. Nous ne parlons pas d'aide à la CNUSTED et

nous n'avons certainement pas affaire à la charité. L'idée est de rendre possible l'établissement d'une structure scientifique et technique dans chaque pays en développement afin qu'il puisse résoudre ses propres problèmes, de sa propre façon».

Ce thème fait écho aux objectifs du CRDI qui sont «d'aider les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et les institutions requises pour résoudre leurs problèmes». Le Centre a en fait été établi pour «entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie



En Côte d'Ivoire, un entomologiste dissèque une simlie, vecteur de l'onchocercose





Un silo traditionnel construit au Centre national de recherches agronomiques à Bambey, au Sénégal, dans le cadre du projet d'amélioration de la technologie post-récolte.

recherches ont touché plus de 100 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

Tous ces projets visent à améliorer la vie des populations du Tiers-Monde par l'adaptation de la science et de la technologie à leurs besoins fondamentaux, qu'il s'agisse de l'alimentation, du logement, de l'eau et de l'hygiène ou encore des communications. Le CRDI finance également des programmes qui aideront les nations en développement à se doter des compétences et des institutions leur permettant de résoudre leurs propres problèmes, et parce que les régions rurales des pays en développement ont traditionnellement été les dernières à bénéficier des avantages de la science et de la technologie, c'est précisément la recherche axée sur l'amélioration de la vie rurale qui est privilégiée.

Comme le souligne le président du Centre, M. Ivan L. Head : « Répondre aux « besoins essentiels » est devenu aujourd'hui le but normal des gouvernements et des institutions en matière de développement. C'est un objectif sage et nécessaire. Mais pour le CRDI parler de 'besoins essentiels' ce n'est pas se limiter à une simple énumération, c'est affirmer le principe, la conviction que les populations des pays en développement doivent par leurs propres moyens atteindre à la compétence qui leur permettra de résoudre leurs problèmes fondamentaux ».

Cette orientation rejoint les priorités des pays en développement eux-mêmes qui sont aujourd'hui plus que jamais dé-

terminés à choisir les techniques appropriées à leur milieu économique, social et culturel, en leur faisant subir au besoin, les modifications nécessaires. C'est ainsi qu'au Zaïre une recherche de trois ans s'est attachée à évaluer la contribution potentielle de la médecine

pratiquée par les guérisseurs au maintien de la santé de la population. Au Sénégal, dans le cadre d'un programme de sélection et de culture intercalaire du sorgho, le Centre national de recherches agronomiques a découvert que le silo traditionnel, pour autant qu'on y mette du grain bien séché et qu'on lui apporte quelques légères modifications, était aussi efficace qu'un silo moderne en béton ou en métal beaucoup plus coûteux. En Côte d'Ivoire, on expérimente actuellement des moyens de lutte biologique contre la similie, vecteur de l'onchocercose. En Haute-Volta, une enquête menée à l'échelle nationale a permis de tracer un portrait détaillé des mouvements migratoires de la population.

Ce ne sont là que quelques exemples des travaux subventionnés par le CRDI en Afrique francophone, qui montrent bien pourtant qu'il est possible d'obtenir des résultats notables avec des mises de fonds, somme toute, modestes. Et c'est par la voie de ces travaux, menés à bien par des chercheurs du Tiers-Monde, que les pays en développement pourront établir les bases d'un nouvel ordre scientifique et technique qui leur soit propre.



### Un Zaïrois pour l'Afrique de l'Ouest

Le nouveau directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du CRDI est le Dr Lumpungu Kamanda du Zaïre. Il est entré en fonctions le 14 octobre dernier.

Diplômé des universités Lovanium de Léopoldville et de Rennes (France), en sciences économiques, M. Lumpungu a occupé divers postes cadres au Zaïre dont, tout récemment, celui de doyen à la Faculté des sciences économiques de l'Université nationale du Zaïre. Professeur à la Faculté des sciences économiques de l'Institut de recherche économique et social depuis 1971, il est également président de son Conseil scientifique et secrétaire exécutif de la Conférence des doyens de l'Université nationale du Zaïre depuis 1976, ainsi que membre de la Commission permanente des études du Conseil de la recherche scientifique de l'Université nationale du Zaïre.

Membre de nombreuses associations africaines et internationales d'économie agricole, M. Lumpungu est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le développement agricole au Zaïre.





## Les sables bitumineux d'Alberta

250 milliards de barils de brut

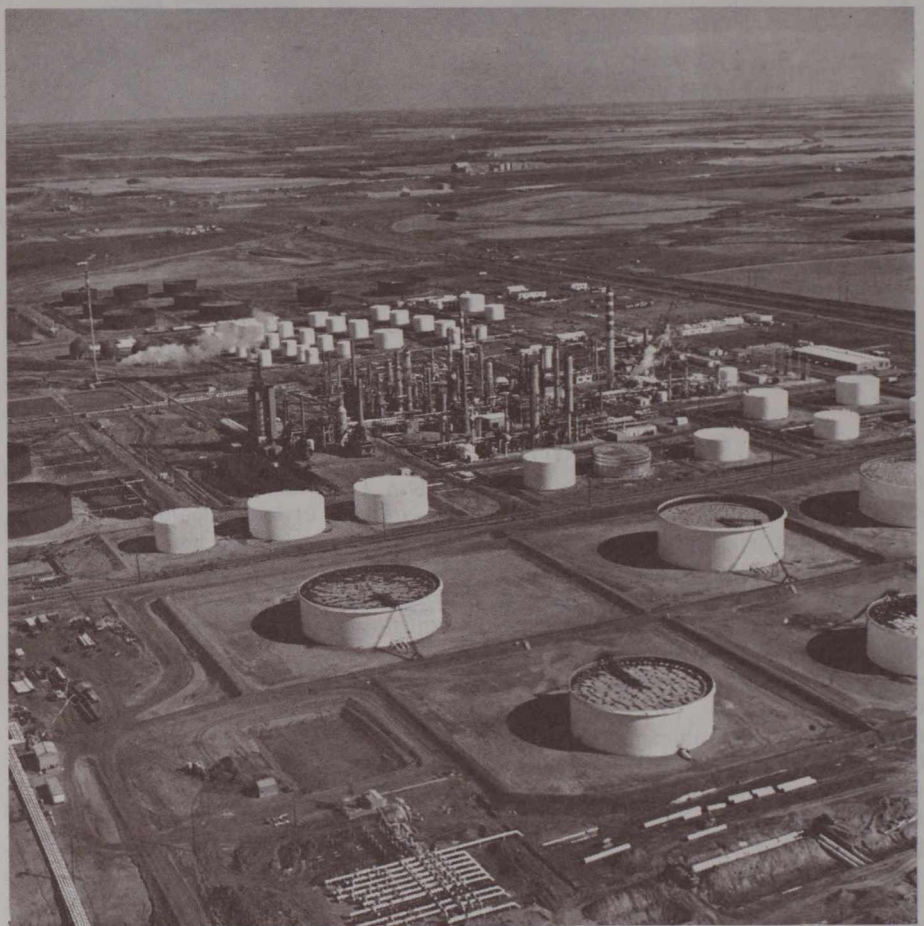
**L**ES sables bitumineux de l'Alberta ont une longue histoire, même si la ruée ne fait que commencer. Les Indiens du Nord-Ouest utilisaient en effet le goudron et la résine de l'épinette pour calfeutrer leurs canots.

Le sable bitumineux est une combinaison de sable, de pétrole lourd, d'argile et d'eau. Le pétrole lourd, ou bitume, représente 10 % de l'ensemble et renferme de 50 à 60 % de pétrole. Le bitume est une substance semi-solide, noire et gluante, qui doit être chimiquement modifiée avant de pouvoir être acheminée par oléoduc. On estime que les gisements albertains datent de 200 millions d'années et contiennent près d'un trillion de barils de bitume pouvant donner 250 milliards de barils de brut. (Les réserves du Moyen-Orient sont évaluées à quelque 300 millions de barils). Le problème en est un d'extraction.

Aujourd'hui, deux gigantesques installations industrielles exploitent les sables bitumineux du nord albertain : ce sont la Great Canadian Oil Sands et la Syncrude Canada. La première, qui a commencé ses opérations en 1967, a une capacité soutenue de production de 50.000 barils par jour ; la société Syncrude, créée en septembre 1978, produira peut-être 129.000 barils par jour d'ici 1982.

Le complexe industriel de la Syncrude est l'un des plus grands au monde. Il utilise quatre des plus grosses défonceuses tractées en Amérique du Nord. La plus petite pèse 6.200 tonnes et sa chambre des machines est aussi élevée qu'un édifice de neuf étages. Le godet à l'extrémité de la flèche de 360 pieds pèse 90 tonnes à vide (210 tonnes une fois rempli) et ramasse assez de sable bitumineux pour remplir un garage à deux places. La machine est aussi large qu'une autoroute à huit voies. Ces défonceuses placent le sable en piles, lesquelles sont ensuite acheminées vers un système de convoyeurs par une roue rotative équipée de godets dentés.

Les opérations de la Syncrude couvrent 300.000 km<sup>2</sup>, ce qui représente l'une des plus grandes mines à ciel ouvert au monde. La taille de l'opération

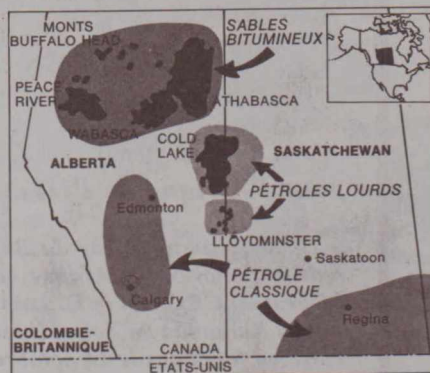


Raffinerie à Edmonton, en Alberta. Les gisements datent de 200 millions d'années. Ils renferment 250 milliards de barils de brut.

égale la complexité de l'entreprise. Les sables bitumineux ont fait l'objet d'importantes activités de recherche et de développement au fil des ans en vue de trouver la façon la plus économique d'extraire et de raffiner le pétrole trouvé dans les boues. Le problème est compliqué du fait que les gisements de pétrole lourd n'ont pas de concentration uniforme. Ils varient quant à la profondeur, à l'épaisseur de leurs nappes et à la concentration de pétrole lourd. Les techniques actuellement utilisées pour l'extraction en surface et la séparation chimique par jets d'eau chaude devront être modifiées pour exploiter les sables enfouis plus profondément.

Ouvrage de consultation

Sables bitumineux et pétroles lourds : Perspectives, Energie, mines et ressources Canada 1977.







# Civilisation

### *Les contributions des autochtones du Canada au monde moderne*

**L**ES Amérindiens, de même que les Esquimaux, ont apporté une contribution à notre mode de vie moderne. L'anthropologue renommé, Harold E. Driver, dans *Indians of North America*, soulignait que les échanges entre les Européens et les peuples du Nouveau Monde avaient engendré un «des plus intéressants et des plus profonds croisements de cultures».

La culture des plantes fut une des contributions les plus importantes des Amérindiens. Non seulement, ceux-ci ont-ils fait découvrir aux premiers colons de nouvelles plantes, mais ils leur ont aussi appris les techniques nécessaires pour les cultiver. Après l'exploration des Amériques par les Européens, on introduisit en Europe plus de 50 nouvelles espèces végétales comestibles. Aujourd'hui, ces plantes, cultivées à l'origine par les Amérindiens du Nouveau Monde, fournissent environ la moitié des réserves alimentaires mondiales. Deux de ces plantes, le maïs et la pomme de terre, proviennent du Nouveau Monde, et sont des denrées alimentaires de base aussi importantes que le riz et le blé.

L'histoire de la pomme de terre, cultivée à l'origine dans les Andes d'Amérique du Sud, est intéressante. Elle fut introduite en Irlande au début des années 1600 et en moins de 50 ans, elle devint la denrée alimentaire de base de ce pays. En Irlande, le mildiou de la pomme de terre, qui anéantit toutes les récoltes en 1845, entraîna une grande famine qui fut à l'origine de l'émigration en Amérique du Nord d'un grand nombre d'Irlandais.

D'autres denrées alimentaires de base proviennent du Nouveau Monde, notamment la cassave ou manioc (nourriture de base dans certaines régions d'Afrique et avec laquelle on fabrique le tapioca), le haricot rouge et la fève de Lima. Les colons européens découvrirent aussi de nombreux autres fruits et légumes, qui par la suite, se répandirent dans le monde entier, notamment les cacahuètes, les patates douces, les courges, les citrouilles, les avocats, les piments, les tomates, les ananas, les artichauts, le cacao, le chicle ou sapatille

(pour la gomme à mâcher) et différentes sortes de haricots (fèves). L'introduction d'une bonne partie de ces plantes a grandement favorisé l'accroissement de la population mondiale depuis le milieu des années 1600.

Le coton était la principale fibre textile au Nouveau Monde, au même titre que le lin en Europe. Aujourd'hui, lorsque nous revêtons un vêtement de coton, il est habituellement fait à partir d'un dérivé du coton des Amérindiens (bien que le coton ait été cultivé dans l'antiquité, surtout en Egypte).

Le sisal (fibre d'agave) que les Amérindiens employaient jadis pour faire des vêtements, sert aujourd'hui dans la fabrication de la corde.

A l'origine, le tabac était cultivé seulement dans les parties tropicales des Amériques, mais son usage se répandit chez les Amérindiens de presque tout le territoire de l'Amérique du Sud et du Nord. Cependant, les Esquimaux ne le connaissaient pas encore à l'époque pré-européenne. Les Amérindiens se ser-

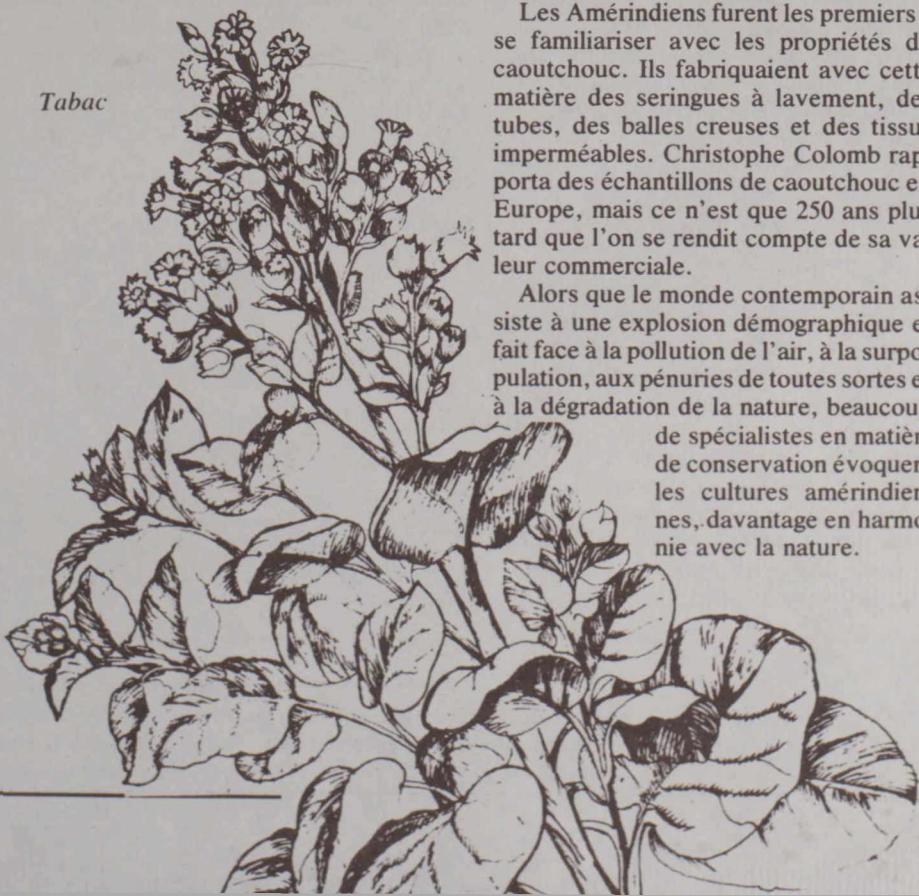
vaient du tabac dans des pipes, des cigares, des cigarettes et ils le prisaien également. Cette plante fut introduite en Europe en 1558 où l'on commença à s'en servir en Espagne comme remède. En 1586, Sir Walter Raleigh implanta la coutume de fumer à la cour élisabéthaine et l'usage du tabac fut rapidement adopté en Angleterre. En 1700, l'usage du tabac avait fait le tour du globe. Le tabac fut réintroduit en Amérique, et plus précisément en Alaska, en provenance de la Sibérie où les Esquimaux découvrirent la nicotine.

Plus de 50 produits pharmaceutiques, utilisés dans la médecine moderne, ont été découverts et expérimentés par les Amérindiens, par exemple la coca (cocaïne et novocaïne), le curare (relaxant musculaire, qu'on utilise en anesthésie), l'écorce d'inchona (à la base de la quinine, qu'on utilise pour traiter la malaria), la cascara sagrada (laxatif), la datura (analgésique), l'hamamélis (contre les douleurs musculaires), et l'éphédrine (décongestionnant nasal).

Les Amérindiens furent les premiers à se familiariser avec les propriétés du caoutchouc. Ils fabriquaient avec cette matière des seringues à lavement, des tubes, des balles creuses et des tissus imperméables. Christophe Colomb rapporta des échantillons de caoutchouc en Europe, mais ce n'est que 250 ans plus tard que l'on se rendit compte de sa valeur commerciale.

Alors que le monde contemporain assiste à une explosion démographique et fait face à la pollution de l'air, à la surpopulation, aux pénuries de toutes sortes et à la dégradation de la nature, beaucoup de spécialistes en matière de conservation évoquent les cultures amérindiennes, davantage en harmonie avec la nature.

Tabac







# Le Canada et l'Afrique



*Marie-Claire Blais*



L'enfant prodigue de la littérature canadienne, Marie-Claire Blais, fête ses vingt ans d'écriture avec un nouveau roman qui a la force de la maturité, «Le Sourd dans la Ville» (Edition Alain Stanké). Marie-Claire Blais entra en littérature canadienne en 1959 avec «La Belle Bête», un roman étonnant, et n'a cessé d'écrire depuis. Le sujet du «Sourd dans la Ville» est le passage de l'extase de vivre à l'abandon de tout, de tout perdre, sans aucune résignation. Plus que jamais, pour Marie-Claire Blais, écrire, c'est contre la mort. Son dernier roman veut tisser ce lien de tendresse où tous les êtres se ressemblent devant la mort.

## *Nouveau gouvernement canadien*

Suite à l'élection du 22 février 1980, M. Pierre Elliott Trudeau et son cabinet ont prêté serment, le 3 mars. Ce nouveau cabinet comprend des ministres qui ont déjà servi dans les cabinets antérieurs de M. Trudeau.

Ainsi, M. Allan Mac Eachen sera Vice-Premier ministre et ministre des Finances. M. Marc Lalonde se voit attribuer le portefeuille de l'Energie, des mines et des ressources et M. Jean Chrétien devient ministre de la Justice. Parmi les nouveaux venus au sein de ce cabinet figure M. Mark Mac Guigan, avocat de profession, qui occupera le poste de ministre des Affaires extérieures.

## *Faites-leur bâtir une tour ensemble*

Jacques Hébert, connu en Afrique surtout comme président-fondateur de Jeunesse Canada Monde, vient de publier un nouveau livre «Faites-leur bâtir une tour ensemble». Il est question, dans ce livre, de Katimavik, lieu de rencontre de la jeunesse et de l'espérance. Katimavik, organisation à but non lucratif financée par le gouvernement fédéral, a permis à plus de 4.000 jeunes Canadiens de tous les coins du pays et de toutes les couches sociales de vivre et de travailler en petits groupes comme volontaires dans près de 180 communautés du Canada. Dans son livre, l'auteur présente des jeunes gens ayant vécu l'expérience de Katimavik et ce qu'il en ont retiré. L'ex-gouverneur général Roland Mi-

chener a signé l'introduction de cet ouvrage publié aux éditions Héritage.

M. Hébert, âgé de 57 ans, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les jeunes du monde. Parmi ces ouvrages figurent «Autour de l'Afrique», «Aïcha l'Africaine» et «Nouvelle aventure en Afrique», tous édités par Fides à Montréal. «Faites-leur bâtir une tour ensemble» est son douzième ouvrage.

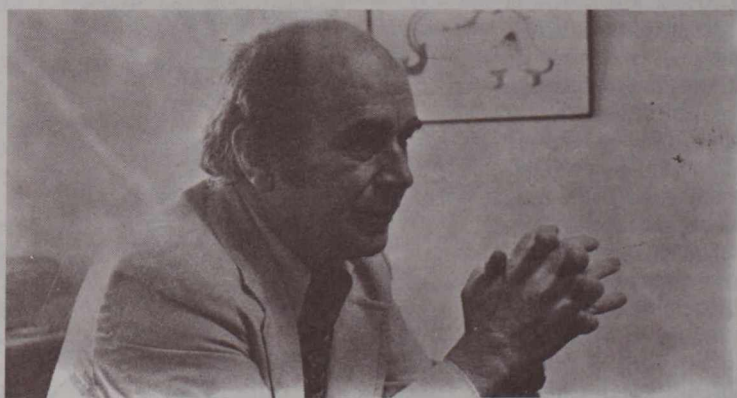
## *Université des Mutants*

La deuxième session -1979-80- de l'Université des Mutants, dont l'objectif était la recherche d'un développement endogène, s'est terminée le 5 février 1980, à l'île de Gorée, au Sénégal.

La participation canadienne à cette deuxième session s'est accrue par rapport à celle de l'an dernier. En effet, deux animateurs ont présenté chacun un exposé. Il s'agit de Mme Marcelle Genné, professeur à l'Université d'Ottawa, qui a présenté une étude sur les alternatives de développement, et de Monsieur Jacques Hébert, président de Jeunesse Canada Monde, qui a développé le thème «Jeunesse et dialogue des cultures». Au nombre des stagiaires venus de France, de Belgique, du Cameroun, de Gambie, du Niger, de Guinée-Bissau, du Zaïre et du Sénégal, figure pour la première fois un Canadien, M. André Beaudoin, directeur de cabinet du ministre d'Etat au développement culturel du Québec.

## *IV<sup>e</sup> Foire de Dakar*

Le Gouvernement canadien a accepté l'invitation du Président Senghor de participer à la IV<sup>e</sup> Foire Internationale de Dakar. Dans sa lettre du 11 janvier 1980 adressée à M. Moustapha Niassé, ministre des Affaires étrangères du Sénégal. Mme Flora MacDonald précise, tout comme le Président Senghor, qu'une telle activité contribue grandement à la promotion d'échanges fructueux entre les deux pays et renforce la solidarité entre les pays.



*Jacques Hébert,  
57 ans.  
12 ouvrages  
sur les  
jeunes  
du monde  
entier.  
Fondateur  
de  
Jeunesse  
Canada  
Monde*

Photo couverture : Denis Marchand - Cesti

La revue «Le Canada et l'Afrique» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada. Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Imprimé aux NIS à Dakar Directeur de publication : M. Richard Tétu